
Points clés

- La problématique des « guerres hybrides » ne s'applique dans le débat russe qu'à l'action occidentale contre la Russie et à la menace des « révolutions de couleur », ce qui permet de proposer une large panoplie de mesures préventives et répressives.
 - La modernisation des forces nucléaires couvre aussi bien les enjeux militaires, stratégiques et de politique étrangère, qu'industriels et de politique intérieure.
 - Tout en privilégiant la dissuasion nucléaire, les Russes travaillent activement sur la dissuasion non nucléaire qui, selon eux, peut contraindre un adversaire à une désescalade rapide.
-

Concepts de « guerre hybride » / « guerre asymétrique »

A. Bastrykine, président du Comité d'enquête de la Fédération de Russie, estime que **l'augmentation des crimes à caractère extrémiste ou terroriste enregistrée en Russie en 2015 est le résultat de la guerre hybride menée par les États-Unis**. Elle se traduit par une exacerbation des sentiments antirusse dans les pays frontaliers, la formation d'une opposition pro-occidentale et la diffusion des extrémismes religieux et politiques en Russie. **Moscou doit apporter une réponse ferme et symétrique à cette agression**, qui doit s'articuler autour d'un contrôle accru des organisations religieuses, culturelles et de jeunesse qui présentent un risque « extrémiste », et s'inspirer du « modèle chinois » de censure des médias en ligne. A. Bastrykine préconise également un renforcement du contrôle de l'immigration et des flux financiers transfrontaliers. (*Kommersant*, 18 avril 2016).

Nucléaire et dissuasion

Selon P. Louzine, du PIR-Center, **la modernisation des forces nucléaires russes poursuit plusieurs objectifs internes et externes**. Sur le plan international, l'objectif est double : 1) maintenir à tout prix la parité stratégique avec les États-Unis ; 2) créer une incertitude sur les armes nucléaires non stratégiques qui ne sont pas incluses dans le traité *New Start*. Ces armes sont considérées par Moscou comme un moyen de désescalade dans un conflit à grande échelle (notamment par des frappes nucléaires sur un territoire inhabité ou en haute mer). Sur le plan intérieur, la modernisation des forces nucléaires permet de garantir de nouvelles commandes pour les entreprises d'armement, tout en renforçant la légitimité du régime comme garant de la « grandeur soviétique » (*Intersection project*, 3 mai 2016).

Un rapport du Club Valdaï décrit comme probable le déclenchement d'un conflit entre puissances nucléaires (États-Unis – Chine ou États-Unis – Russie), dont l'objectif serait la destruction de l'économie et du système politique de l'adversaire. Il se déroulerait principalement sur les terrains de la communication et de l'information, mais pourrait également impliquer des armes conventionnelles. Il pourrait débuter par l'usage d'une bombe électromagnétique et culminer avec celui d'une arme de longue portée de haute précision. Dans ce contexte, la Russie devra déployer un dispositif d'anti accès/déni d'accès (A2/AD) dans les régions de la mer Baltique et de la mer Noire (« dissuasion ») et produire des missiles guidés de précision de longue portée pour pouvoir réagir en cas d'escalade (« punition »). Confronté à une pénurie de munitions et de plateformes, Moscou doit, pour enclencher une désescalade, localiser les cibles économiques, militaires et politiques stratégiques de l'adversaire afin de lui infliger des dommages inacceptables. (*Club Valdaï*, 29 avril 2016).

Outil militaire : capacités et modernisation

Selon l'analyste politique P. Trebin, la marine russe a joué un rôle important dans l'opération syrienne, de l'approvisionnement des troupes au lancement de missiles de croisière. Cette intervention a montré l'efficacité de la flotte russe après une longue période de déclin (années 1990-début des années 2000), mais a aussi mis en lumière la pénurie de bâtiments, au point que la Russie a dû acheter des navires civils pour assurer la logistique de l'opération syrienne. **L'âge moyen des navires de guerre russe est de**

Points clés

- L'opération syrienne a mis en lumière les retards de la marine russe.
 - La privatisation d'actifs industriels du complexe militaro-industriel suscite peu d'enthousiasme parmi les experts russes.
 - La réduction du budget de la Défense ne devrait pas affecter la mise en œuvre du programme d'armement.
 - Comme à l'époque de la guerre froide, la reprise des négociations entre la Russie et les États-Unis sur la prolifération et la maîtrise de l'emploi des armes stratégiques pourrait avoir un effet stabilisateur sur le système international.
-

34 ans, il est donc impératif de doter la marine de bâtiments modernes, sinon elle ne sera plus capable de mener, à moyen terme, une opération comme en Syrie et encore moins plusieurs opérations simultanées. Par ailleurs, un navire de classe Mistral serait indispensable pour ce type d'intervention (*Rossija v global'noj politike*, mai-juin 2016).

L'expert militaire K. Sivkov considère que la faiblesse du complexe militaro-industriel (CMI) russe réside dans la production d'éléments de base, de pièces détachées et de matériaux. La rupture des liens avec le CMI ukrainien handicaperait la Russie pour quelques années, le temps de développer une production nationale. Pour autant, **le redressement du CMI ne peut réussir sans nationaliser les entreprises stratégiques**. Les tentatives de privatisation conduites par le « bloc économique » du gouvernement (ndr : l'aile libérale) menacent le processus de redressement initié par V. Poutine et présente un risque de compromission de secrets d'États et de technologies militaires (*NVO*, 26 avril 2016). V. Litovkin, analyste militaire de l'agence ITAR-TASS, estime qu'un certain degré de privatisation peut faciliter l'accès aux investissements extérieurs. La privatisation peut donc être un facteur bénéfique, à condition que l'État garde le contrôle de l'entreprise et conserve une participation majoritaire dans son capital (*Krasnaya Liniya*, 20 avril 2016).

La vice-ministre de la Défense T. Chevtsova juge que **la réduction du budget de la Défense n'affectera pas les domaines stratégiques, en particulier la mise en œuvre du programme d'armement**. Le programme d'optimisation des dépenses « Armée efficace » permet de réaliser des économies dans d'autres domaines (logement, réduction du nombre de fonctionnaires dans l'appareil central, etc.). En outre, T. Chevtsova souligne l'importance des dépenses militaires pour l'industrie nationale en général, qui permettent aux entreprises de se moderniser et de diversifier leur production de pointe (*NVO*, 22 avril 2016).

Contexte stratégique

Selon A. Arbatov (IMEMO, Conseil sur la politique étrangère et de défense), **la Russie est – malgré le discours officiel – déjà engagée dans une course aux armements contre les États-Unis, qui pourrait s'avérer plus complexe, coûteuse et dangereuse qu'à l'époque de la Guerre froide**. Ce processus concerne : 1) les armes nucléaires offensives. Les missiles sol-sol de portée intermédiaire couverts par le traité de 1987 sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) pourraient être concernés dans la mesure où de nombreux experts et certains responsables politiques proposent de le dénoncer ; 2) les armes nucléaires dirigées contre le système de défense antimissile des États-Unis ; 3) les systèmes offensifs de longue portée de haute précision, y compris les missiles subsoniques existants et de futurs systèmes de missiles hypersoniques ; 4) la défense aérospatiale. Le paradoxe de la situation actuelle est que, depuis 25 ans, le nombre d'armes nucléaires a été réduit mais la probabilité qu'ils soient utilisés a augmenté. Pour prévenir l'emploi de l'arme nucléaire, il faut renouer le dialogue russo-américain (les deux pays contrôlent près de 90 % des armes dans le monde), préserver le Traité FNI et entamer des négociations sur un nouveau Traité START pour la période post-2020 (*Nezavisimaja Gazeta*, 26 avril 2016).

Pour S. Choïgou, **le développement de la coopération militaro-technique avec les États membres de la CEI, notamment la Biélorussie, et de la composante militaire de l'OTSC, sont la priorité absolue du ministère de la Défense russe**. La modernisation des forces armées de ces pays et le renforcement des frontières des pays de l'OTSC contribuent à la sécurité de la Russie. La lutte anti-terroriste est l'un des objectifs communs des membres de l'organisation : en Asie centrale, les bases russes de Douchanbé et de Bichkek doivent être renforcées (*Voïenno-Promyshlennyi Kurier*, 11 mai 2016).

Moscou a annoncé de possibles « mesures de rétorsion militaire et technique » après l'inauguration du site d'accueil du système antimissile américain en Europe orientale (Deveselu, Roumanie), et des parlementaires ont proposé de dénoncer le Traité START. Ces mesures devraient comprendre le déploiement de missiles Iskander et des bombardiers stratégiques TU-22M3 en Crimée. Pour l'ancien chef d'état-major Y. Balouïevski, **le système antimissile américain a pour objectif de neutraliser le**

Points clés

- Le développement de la coopération militaro-technique avec les États membres de la CEI et la modernisation de leurs armées font l'objet d'une attention particulière du ministère de la Défense russe.
- L'inauguration du site d'accueil du système antimissile américain en Roumanie a provoqué un tollé dans la presse russe et des appels à des mesures de rétorsion.
- Cependant, des experts russes considèrent que le système de défense anti-missile américain ne représente pas de menace militaire et sécuritaire pour la Russie, mais un enjeu politique dans la confrontation russo-américaine.
- La meilleure manière d'obtenir des avantages stratégiques face aux États-Unis est de trouver des réponses asymétriques.

potentiel nucléaire stratégique de la Russie ainsi que ses capacités aériennes. I. Konovalov, directeur du Centre de conjoncture stratégique, considère que **la sécurité militaire de la Russie n'est pas menacée** puisque les missiles balistiques intercontinentaux *Sarmat* et *Yars* sont efficaces contre tout système antimissile. Cependant, le mépris à l'égard des préoccupations russes ne permet pas un dialogue constructif avec Washington. Pour V. Dvorkine (IMEMO) aussi, **l'enjeu du bouclier antimissile russe est moins militaire et sécuritaire que politique : il s'inscrit dans un contexte de confrontation entre la Russie et les États-Unis** (*Izvestia*, 13 mai 2016).

À l'inverse, l'ingénieur en missiles stratégiques russes Y. Solomonov (Institut de technique thermique de Moscou) considère que **le système de défense anti-missile américain en Europe représente une menace pour les centres de contrôle et de commandement des forces nucléaires russes.** En effet, ces systèmes peuvent être facilement reconvertis pour utiliser des missiles de moyenne portée. En outre, s'il fallait dix minutes aux missiles Pershing-2 dans les années 1980 pour atteindre le territoire de l'URSS, le déploiement en Europe centrale ne laisse plus à Moscou le temps de réagir. La Russie doit élaborer de nouveaux types d'armes stratégiques qui rendront inutile la poursuite du programme du système de défense antimissile américain (*RIA Novosti*, 16 mai 2016).

Selon un expert du Centre d'études politico-militaires du MGIMO, **la Russie doit concentrer ses forces armées sur son flanc occidental.** Cette stratégie contraindra l'OTAN à y déployer le maximum de ses capacités militaires, et laisser sans défense d'autres théâtres d'action (l'Afghanistan, la Syrie, les mers de Chine du Sud et de Chine de l'Est), laissant ainsi le champ libre à la montée en puissance de « pôles de puissance alternatifs ». La défaite stratégique de l'OTAN ne serait ainsi qu'une question de temps (*Centre d'études politico-militaires*, 6 mai 2016).

Pour l'expert de la Fondation de la culture stratégique D. Sedov, la Russie doit éviter de reproduire les erreurs de la course aux armements et ne pas viser la parité stratégique et militaire avec les États-Unis. Il faut privilégier des **réponses asymétriques ponctuelles**, les seules qui puissent convaincre les États-Unis de renoncer à leur volonté de domination stratégique manifestée par le système antimissile, l'élargissement de l'OTAN et le projet *Prompt Global Strike*. Des percées dans les technologies militaires de pointe sont nécessaires pour obtenir des avantages stratégiques sur l'Occident (*Fond Strategicheskoi Kultury*, 14 mai 2016).

Russie / Occident

Pour A. Fenenko (Institut des problèmes de sécurité internationale), les multiples incidents entre avions et navires militaires russes et américains relèvent de la « **guerre des nerfs** » entre la Russie et les États-Unis, dont l'objectif est d'être en position favorable dans les négociations à venir sur la révision de l'Acte fondateur OTAN-Russie. Les Américains veulent montrer qu'ils sont prêts à déployer des contingents en Europe centrale et les Russes qu'ils sont en mesure de riposter. Cette montée des tensions a fonctionné en 2008 pour la Russie : la guerre de Géorgie a contraint les Américains à renoncer provisoirement au système de défense anti-missile en Europe centrale et à initier une politique de *reset* avec la Russie. Seule une confrontation peut inciter les Américains à la négociation. Cependant, le risque existe qu'un incident se transforme en conflit armé ouvert et/ou aboutisse à une rupture des relations diplomatiques, qui conduirait à une déstabilisation globale. Les Américains craignent ce scénario et cherchent plutôt à reproduire celui de 2008, lorsqu'un acteur régional (en l'occurrence la Géorgie) a été poussé à provoquer une action militaire contre la Russie. Cet acteur ne sera pas l'Ukraine, mais plus probablement la Turquie. **À moyen terme, un conflit régional entre la Russie et les États-Unis est inévitable en raison de leurs politiques étrangères radicalement divergentes** (*Svobodnaïa Pressa*, 30 avril 2016).

M. Koutchinskaya, chercheuse à l'Institut de recherches stratégiques (RISI, proche de l'administration présidentielle), pense que les chances de voir les relations entre la Russie et l'OTAN s'améliorer sont infimes : **Moscou n'acceptera jamais le modèle otanien**

Points clés

- Un conflit régional majeur est inévitable à moyen terme entre la Russie et les États-Unis.
 - Le scénario d'une dislocation de l'UE est évoqué ouvertement par les experts russes.
 - Les experts appartenant à la mouvance « nationaliste » dénoncent l'agressivité et l'idéologisation de la politique américaine, qui rendent impossible le retour à la normalisation des relations, ainsi que l'inutilité du dialogue avec l'OTAN.
-

comme modèle de sécurité internationale (*Problemy natsional'noi strategii*, n° 2, 2016).

Selon F. Lukianov, rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, face au mythe d'une économie mondiale unique et américano-centrée, les nations seront confrontées à deux choix : être « rattachées » aux institutions occidentales (sous contrôle américain), ou inventer leur propre modèle de croissance et de développement. L'auteur affirme que **les stratégies de développement de la Russie et de la Chine** (ces deux pays n'étant pas parties aux deux accords commerciaux TPP et TTIP) **ne peuvent plus avoir pour référence une intégration sur le modèle de la pax americana** (*Gazeta.ru*, 5 mai 2016).

Des cinq scénarios pour l'avenir de l'Union européenne (UE) que l'universitaire V. Prodanov développe, c'est celui d'un « **effondrement de l'Union** » qui est retenu comme le plus probable. Ce scénario serait la conséquence d'une série de crises financières successives, d'actes hostiles à l'UE en Europe de l'Est, au terrorisme « lié au multiculturalisme » et à des manifestations sociales de masse. Un autre scénario pessimiste est développé : celui d'une UE « à plusieurs vitesses », où les divergences au sein de la zone euro et de l'espace Schengen, les crispations Nord/Sud et l'obtention d'un statut spécial par la Grande-Bretagne, feraient peser un risque de déstabilisation élevé (*Trud*, 11 mai 2016).

Parmi les différents scénarios d'évolution de l'intégration européenne du chercheur N. Kavechnikov (MGIMO et Institut de l'Europe), **le plus favorable pour la Russie serait une « Union européenne souple », associant une fédéralisation du « noyau »** (les États forts) **et une réduction des liens et de l'influence de la « périphérie »** (les États faibles). Ce processus peut s'accompagner du renforcement de l'influence des partisans de la *Realpolitik* et de la réduction du rôle des « valeurs » dans la politique extérieure de l'UE. Cette perspective permettrait de développer les relations Russie-UE sur une base pragmatique avec les États composant le « noyau », avec lesquels la Russie a toujours su trouver un terrain d'entente (*Russian International Affairs Council*, 16 avril 2016).

Selon un professeur de communication du Haut Collège d'Économie, la politique étrangère de la Russie est avant tout pragmatique : la propagande n'est qu'un paravent qui ne dupe personne. À l'inverse, la politique des États-Unis est dictée par l'idéologie, ce qui empêche une normalisation des relations. Il faudrait donc limiter l'agenda de coopération entre la Russie et l'Occident aux domaines « les moins conflictuels ». Par ailleurs, il ne fait aucun doute que **les tendances destructrices observées au Moyen-Orient ne tarderont pas à toucher l'espace postsoviétique**. Afin de pouvoir y faire face, la Russie a besoin d'une base économique solide ainsi que d'institutions publiques et sociales de meilleure qualité (*Rossiya v global'noy politike*, mai-juin 2016).

Pour le journaliste de *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie* (NVO) O. Odnokolenko, **la réunion du Conseil OTAN-Russie en avril n'a abouti à aucun résultat tangible, prouvant l'inutilité du dialogue avec l'Alliance**. De fait, la Russie n'a actuellement ni véritables alliés, ni adversaires valables. L'OTSC n'est pas suffisamment forte et influente ; la Chine et l'Inde ne sont pas prêtes à une alliance politico-militaire avec Moscou. Quant aux adversaires, l'Europe n'a aucune autonomie stratégique tandis que les États-Unis sont paralysés par la campagne présidentielle (*NVO*, 22 avril 2016).

Pour le directeur du Centre Carnegie de Moscou D. Trenin, les relations entre la Russie et l'Occident dans les cinq prochaines années seront marquées par des tensions. Moscou n'interviendra pas militairement sur le territoire de l'OTAN sauf en cas de provocation ouverte : l'invasion des États baltes ou de l'Ukraine ne sont clairement pas dans ses objectifs. **Des incidents pourraient cependant éclater ponctuellement sur une nouvelle « ligne de conflit » Arctique-Baltique-Mer Noire**. Pour compenser sa faiblesse, Moscou pourrait engager des opérations militaires à haut risque, conduire des « actions hybrides » ou renforcer sa politique de dissuasion nucléaire. Pour prévenir l'escalade du conflit Russie-Occident, il faudra éviter les incidents impliquant les avions et les navires militaires et maintenir le dialogue entre militaires. Le rétablissement de partenariats ne sera possible que si la Russie est traitée sur un pied d'égalité et voit ses intérêts respectés (*Centre Carnegie de Moscou*, 28 avril 2016).

Points clés

- Les experts russes s'opposent sur les relations entre la Russie et l'Iran : les uns voient les prémices d'une alliance, tandis que d'autres l'estiment peu probable.
- La détérioration de la relation russo-turque sur le dossier syrien ne doit pas masquer l'importance stratégique du Caucase du Sud, où Ankara se montre particulièrement offensive, notamment au Haut-Karabagh. La Russie, accaparée par les théâtres ukrainien et syrien, cherchera à préserver le statu quo.
- Un rattachement de l'Ossétie du Sud à la Russie (référendum prévu avant août) déstabiliserait le Caucase et dégraderait encore plus l'image de la Russie sur la scène internationale.

Moyen-Orient

Selon N. Kojanov, du Centre Carnegie de Moscou, **la coopération entre Moscou et Téhéran sera durable mais ne se transformera pas en une véritable alliance politique et militaire**. Elle semble avoir déjà atteint son pic. Même dans le domaine militaire, il s'agit d'une concertation *ad hoc* qui garantit le maintien de l'autonomie d'action de chacun. Surtout, les deux pays perçoivent différemment les options de sortie de crise en Syrie, même s'ils partagent pour l'heure une approche pragmatique pour préserver l'État syrien. Il s'agit d'un « mariage de raison » où chacun poursuit ses objectifs et craint les conséquences pour ses relations avec les pays tiers dans la région ou en Occident. Ainsi, l'alliance étroite avec un pays chiite nuirait aux relations de la Russie avec les pays du Golfe alors que Moscou compte sur leurs investissements (*Rossija v global'noj politike*, 5 mai 2016).

Caucase du Sud

S. Markedonov, professeur à l'Université d'État des sciences humaines de Moscou, analyse la relation russo-turque au prisme des multiples crises qui l'ont traversée en 2015-2016. L'auteur estime que les analyses se sont exagérément portées sur la dimension proche-orientale de la relation russo-turque (Syrie), au détriment du Caucase. Cette région, reléguée à l'arrière-plan de l'agenda diplomatique international, est pourtant de première importance, en raison des conflits non résolus (Haut-Karabakh), de son statut d'« otage » des relations entre la Russie et les États-Unis (facteur énergétique), et de sa vulnérabilité aux groupes djihadistes (État islamique, Al Qaeda). Si S. Markedonov n'écarte pas le scénario d'une escalade militaire entre la Russie et la Turquie, il table sur la volonté de **Moscou de préserver le statu quo tant que les dossiers ukrainien et syrien ne seront pas résolus. Une forme de partage d'influence s'est en outre de facto installée dans la région** : l'Occident ne remet pas en question l'influence russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud en échange du renforcement de ses positions en Géorgie (*Valdai Discussion Club*, rapport n° 45, avril 2016).

L'Ossétie du Sud a annoncé la tenue d'un référendum sur son rattachement à la Russie avant août 2016. Pour *Lenta* la date est dictée par le calendrier des élections parlementaires en Géorgie, qui promettent une revanche aux partisans de l'ancien président Saakachvili, et par les élections présidentielles en Ossétie du Sud (avril 2017), où les principaux candidats exploiteront les tendances pro-russes de l'opinion publique. Selon un expert du Caucase, le moment est mal choisi pour la Russie, après l'annexion de la Crimée avec la situation dans le Donbass et alors qu'elle est soumise à des sanctions internationales et connaît une conjoncture économique difficile. **Le rattachement de l'Ossétie du Sud à la Russie déstabiliserait le Caucase** : elle rendrait la situation critique au Haut-Karabakh, favoriserait l'arrivée de forces radicales en Géorgie et, si Moscou devait s'opposer à ce rattachement, ternirait l'image de la Russie en Ossétie du Sud. Moscou a donc tout intérêt à ce que Tskhinvali abandonne ce projet, se concentre sur ses problèmes intérieurs et cherche d'autres formes de relations avec la Russie (*Lenta.ru*, 18 avril 2016).

Énergie

Selon le président de la Commission de l'énergie à la Douma, P. Zavalny, **il est indispensable de préserver le monopole de Gazprom sur les exportations gazières** pour affronter la « géopolitisation du marché » et contrer la volonté de l'Europe d'échapper à la dépendance du gaz russe. En revanche, le modèle national du système gazier doit être réformé afin de faciliter la mise en exploitation de nouveaux gisements, développer de nouvelles technologies, réduire les coûts de production et devenir plus compétitif sur le marché européen (*Vedomosti*, 19 avril 2016). Le vice-directeur de la Fondation pour la sécurité énergétique nationale A. Grivach partage les positions de P. Zavalny sur la nécessité de maintenir le monopole de Gazprom en matière d'exportations : la compagnie subventionne des activités non rentables (approvisionnement en gaz des sites socialement sensibles ou géographiquement éloignés) et assume le coût des projets d'infrastructure importants. Lui retirer une partie de ses bénéfices en autorisant l'accès aux gazoducs aux producteurs indépendants

Points clés

- La volatilité des prix pétroliers pèse sur la stratégie internationale de la Russie : Moscou ne peut ignorer ses relations avec l'OPEP, dans un contexte moyen-oriental troublé, ni avec l'UE, où Gazprom doit réorienter sa stratégie.

- L'abandon du monopole de Gazprom sur les exportations gazières ne semble pas envisageable à court terme pour des raisons à la fois de conjoncture économique et de politique internationale défavorable, mais aussi à cause du rôle social (tarifs bas et projets d'infrastructure coûteux) joué par la compagnie en Russie même.

remettrait en cause le système (*1prime.ru*, 5 mai 2016).

La chute des prix des hydrocarbures et la volatilité des marchés pétroliers rendent nécessaire une concertation plus étroite entre la Russie et les pays du Conseil de coopération du Golfe, affirme G. Gukasian, de l'Institut d'études orientales de Moscou. Dans un tel contexte, la Russie devrait développer ses relations avec l'OPEP, en parallèle de ses interactions avec les autres acteurs de la scène énergétique mondiale, tout en évitant d'être « prise en étau » entre les tensions saoudo-américaines et les rivalités saoudo-iraniennes (*Russian International Affairs Council*, 26 avril 2016).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère de la Défense.